

Les attaques du département d'État contre le mouvement BDS bafouent la liberté d'expression et fragilisent la protection des droits humains

26 novembre 2020



En réaction à l'annonce du Département d'État des États-Unis indiquant qu'il considérait le mouvement BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) comme antisémite et qu'il prévoyait d'identifier les organisations soutenant ce mouvement afin de réexaminer et de suspendre leur financement, Bob Goodfellow, directeur par intérim d'Amnesty International États-Unis, a déclaré :

« En accusant d'antisémitisme des organisations qui prônent l'utilisation de moyens pacifiques, tels

que les boycotts, visant à faire cesser les violations des droits humains contre les Palestiniens, le Département d'État porte atteinte à la liberté d'expression et fait un cadeau à ceux qui cherchent à réduire au silence, harceler, intimider et opprimer les personnes qui défendent les droits humains à travers le monde. Cette déclaration est la dernière attaque en date d'un gouvernement américain déterminé à mettre en cause l'universalité des droits humains et la lutte mondiale contre toutes les formes de racisme et de discrimination, y compris l'antisémitisme.

Bob Goodfellow, directeur par intérim d'Amnesty International États-Unis

« Les appels au boycott, au désinvestissement et aux sanctions sont une forme de militantisme non violent et d'exercice de la liberté d'expression qui doit être protégée. Les personnes qui soutiennent des boycotts doivent pouvoir exprimer librement leurs opinions et mener leurs campagnes sans crainte de harcèlement, de menaces de poursuites ou de criminalisation, ou d'autres mesures qui bafouent le droit à la liberté d'expression. Au lieu d'attaquer et de restreindre les activités du mouvement BDS, les États-Unis doivent mettre fin à ces mesures et veiller à ce que ses partisans puissent exprimer leurs opinions librement et faire campagne sans être harcelés ni menacés de poursuites.

« Le gouvernement américain suit l'approche du gouvernement israélien en utilisant des accusations d'antisémitisme qui sont fausses et motivées par des considérations politiques pour nuire à des militants pacifiques, y compris des défenseurs des droits humains, et pour protéger de l'obligation de rendre des comptes les responsables d'actions illégales qui lèsent des personnes en Israël, dans les territoires palestiniens occupés et aux États-Unis. Cette démarche apparaît particulièrement hypocrite et malhonnête venant d'un gouvernement qui a enhardi des néonazis, des suprémacistes blancs et d'autres groupes prônant la violence et la discrimination, montré un mépris total pour le droit international et favorisé des politiques israéliennes entraînant une discrimination institutionnalisée et des violations systématiques des droits humains contre des millions de Palestiniens.

« Elle fait également du mal aux personnes juives en n'établissant pas de distinction en Israël et la judéité et en comparant les critiques de politiques et de pratiques du gouvernement israélien à de l'antisémitisme. Elle compromet notre travail au Moyen-Orient et dans d'autres régions pour protéger les droits des minorités, notamment religieuses.

« Nous continuerons à soutenir nos collègues israéliens et palestiniens, y compris les militants du mouvement BDS, qui, comme tous les défenseurs des droits humains dans le monde, font entendre leur voix quand la justice, la liberté, la vérité et la dignité sont déniées. »

Lire aussi : [Sur le site d'Amnesty International](#)

Visuel : Mike Pompeo, crédit Mark Taylor, Flickr

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [Qui sommes-nous ?](#) > [Les membres](#) >
- Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/Les-attaques-du-departement-d-Etat-contre-le-mouvement-BDS-bafo>

